

Quelle réforme fiscale pour 2021 ?

Les trois amnisties prévues pour 2020, ont été différées pour cause de la pandémie du Covid du début au 4ème trimestre de l'année dernière.

Les deux premières qui sont fiscales, relatives pour l'une au cash déposé auprès des banques et à la régularisation des impôts antérieurs dus pour la seconde, ont été appliquées à partir du 15 septembre. Plus de 15 000 entreprises y ont répondu, profitant de cette aubaine, et la DGI a collecté près de 3 milliards de dirhams de recettes. Pour la troisième, l'amnistie portant sur la régularisation spontanée des biens, actifs et revenus détenus indûment à l'étranger, l'Office des Changes a annoncé qu'à fin décembre 2020, ces déclarations ont porté sur près de 6 milliards de dirhams et que la DGI a encaissé à ce titre, 528,6 millions de dirhams.

Mais en 2020, la crise sanitaire et l'arrêt de l'activité qu'elle a entraîné, a engendré d'autres mesures que ces amnisties pour accompagner les opérateurs économiques.

Ainsi, la DGI a prévu toujours pour cette année-là, un rééchelonnement des impôts dus, pour les sociétés qui ont été impactées par la crise, dont une partie ne sera payée qu'en en 2021.

La DGI s'est trouvée dans l'obligation d'accompagner, avec des rééchelonnements et remises de majorations, les entreprises des secteurs en difficultés comme celui du tourisme, de la presse et les médias, des transports, entre autres, qui ont été gravement paralysés et le sont encore.

Et pour cause, en 2021, la remise totale des majorations continuera à s'appliquer jusqu'au 30 juin aux sociétés et personnes qui ont des dettes fiscales non payées à la fin de 2020, mais qui datent d'avant la pandémie.

Précisément, ces dettes doivent être relatives à des impôts qui datent d'avant 2020, soit de 2019 et des années précédentes.

Encore une fois, il s'agit clairement de la prorogation de l'amnistie fiscale jusqu'au 30 juin 2021.



À la différence près que l'amnistie fiscale 2020, devait se baser au cas par cas, sur les demandes des contribuables, alors que d'ici juin prochain tout impôt payé en retard bénéficiera d'une remise des intérêts moratoires, mais uniquement sur ces derniers et donc non sur le capital.

Il s'agit pour la DGI, d'inciter les contribuables à payer et régulariser leurs impôts antérieurs.

D'amnisties en dérogations, rééchelonnements, remises de majorations, il n'est donc toujours pas question de la grande réforme fiscale, très attendue par le milieu des affaires, issue des recommandations des Assises de la Fiscalité de 2019, dont le Ministre des Finances avait promis un début d'application en 2021, décrétant 2020 comme une année de transition. Elle sera encore différée du fait des crises sanitaire et économique qui perdurent.

Cependant à défaut de la grande réforme fiscale, la Loi de Finances 2021 contient une réforme unique, mais très importante !

Elle consiste en une refonte globale du régime fiscal dit « du Forfait ». Rappelons que l'impôt sur le revenu se décline sur cinq catégories de revenus : les salariés, l'agriculture, les revenus des capitaux mobiliers et immobiliers et les revenus professionnels. L'impôt sur ces revenus professionnels se distingue en 3 régimes : celui basé sur la comptabilité normale, la comptabilité simplifiée et le régime forfaitaire.

Ce dernier qui était très appliqué jusqu'à présent, vient d'être remplacé par la

CPU, la Contribution Professionnelle Unique.

Pour lever toute incompréhension, il faut préciser que les professions dites libérales (médecins architectes, avocats pharmaciens, etc.) sont exclues du régime forfaitaire et ne sont donc pas concernées par cet impôt unique. Ce régime de la CPU, est destiné aux petits commerçants, prestataires de services et petites professions qui étaient sous le régime du forfait avant 2021, au titre de l'impôt sur le revenu l'IS, la taxe professionnelle...

La loi de Finances 2021 s'appuie sur ce point très important de la réforme fiscale en regroupant les taxes qui concernent ces contribuables en une contribution unique appelée la « Contribution Professionnelle Unique » qui réunit l'IR et la taxe professionnelle.

Les bénéficiaires sont donc les personnes physiques qui travaillent à leur propre compte et qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions de dirhams par an.

La grande nouveauté de la CPU est certes, de faciliter la vie à cette catégorie de contribuables antérieurement soumis au régime du forfait mais aussi de leur permettre de bénéficier d'une couverture sociale.

Car les recettes de cette contribution professionnelle unique, vont contribuer à alimenter le fonds social qui va leur servir une assurance sociale, maladie, chômage et peut être retraite. L'État fait un abondement des recettes de la CPU, au profit de la couverture sociale de cette catégorie de contribuables, auxquels s'ajoutent les

>> auto-entrepreneurs afin que ceux-ci puissent bénéficier également d'une couverture sociale.

Ainsi, la grande réforme fiscale qui devait se baser sur l'élargissement de l'assiette fiscale pour plus de justice fiscale, la baisse de l'IR stoppé à la source pour augmenter le pouvoir d'achat de ceux qui contribuent le plus à la collecte de l'IR, ou encore un régime incitatif à l'investissement, n'est certes pas pour demain compte tenu des circonstances actuelles de baisse drastique des recettes fiscales.

Même si une Loi-cadre a bel et bien été élaborée dans ce sens et devait faire l'objet de la loi de finances 2021. D'évidence, le choix politique du moment impose d'autres priorités, que traduit cette réforme de la contribution professionnelle unique, CPU, pour permettre aux tous petits entrepreneurs de contribuer à leur propre assurance sociale, tout en étant en

régle fiscalement.

La CPU, ce nouvel impôt social à la clé, devrait bénéficier tout particulièrement à l'économie informelle qui doit y voir un grand avantage à régulariser la situation de chacun, tout en profitant spontanément d'une couverture sociale. Sachant que tous ces opérateurs ne bénéficient d'aucune couverture sociale, maladie et retraite à ce jour, cette réforme est entièrement faite en leur faveur.

Elle est inédite et unique et entre dans les objectifs de l'État de généraliser la couverture sociale à l'ensemble des Marocains.

Rappelons que cet impôt unique, assorti d'une couverture sociale, est proposé en parallèle de l'amnistie totale qui en 2020 bénéficiait aux personnes physiques qui s'identifient pour la première fois. Cette mesure lancée en période de pandémie a été prorogée d'une année à fin

2021, pour accompagner l'impôt unique CPU, comme un package.

Toutefois, le gouvernement compte l'arrêter à la fin de l'année. Les personnes concernées n'ont donc qu'une année pour en profiter ; elles devraient se dépêcher de se déclarer pour bénéficier « gratuitement » sans avoirs de comptes d'arriérés fiscaux à couvrir, tout en bénéficiant d'une couverture sociale.

C'est une fenêtre qui s'ouvre pour cette catégorie de travailleurs de l'économie informelle, pour ceux soumis au régime forfaitaire, et les auto-entrepreneurs.

La réforme de la CDU est la grande réforme fiscale de 2021. L'intégration de l'informel à l'économie réelle, étant au cœur de cette dernière.

Partant, rapprocher les recettes fiscales du potentiel fiscal est le but ultime de l'élargissement de l'assiette. La prochaine étape devrait porter elle sur l'abolition des niches

fiscales qui sont dénoncées et doivent être abolies sur la base de la règle à revenu égal, impôt égal. Les niches fiscales représentent pour le Maroc, un manque à gagner annuel de plus de 30 milliards de dirhams. Leur suppression pourrait répartir cette somme sur toutes les catégories d'impôts, par une baisse des taux. L'agriculture qui était la principale niche fiscale n'est plus exonérée depuis 2019, seuls les petits propriétaires agriculteurs, personnes physiques dont le CA est inférieur à 5 millions de dirhams, continuent à l'être, depuis 2020. Mais, d'autres subsistent, comme celle de l'immobilier avec le logement social, qui est aujourd'hui la niche la plus importante. Et les articles 6 de l'IS, 91 et 92 de la TVA, constituent des pages et des pages d'exception et donc de niches à supprimer...

Afifa Dassouli

Les principales dispositions de la CPU

Depuis le 1er janvier 2021, les dispositions du Code Général des Impôts (CGI) relatives au régime du bénéfice forfaitaire sont abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions relatives au régime de la Contribution Professionnelle Unique (CPU) institué par l'article 6 de la loi de finances n° 65.20 pour l'année budgétaire 2020.

L'institution d'une contribution professionnelle unique constitue l'une des recommandations des 3èmes Assises Nationales de la Fiscalité.

Elle a été envisagée pour mettre en place un système d'imposition adapté aux personnes physiques dont le revenu professionnel est déterminé selon le régime du bénéfice forfaitaire.

Le but est de permettre à cette catégorie de contribuables exerçant des activités à faible revenu, de s'acquitter d'un seul impôt

englobant d'une part les impôts et taxes à caractère professionnel à savoir l'impôt sur le revenu, la taxe professionnelle et la taxe des services communaux et d'autre part, un complément de droit destiné aux prestations sociales couvrant dans un premier temps l'assurance maladie obligatoire. A ce titre, la loi n° 07-20 a prévu l'exonération totale permanente de la taxe professionnelle et de la taxe de services communaux, à compter du 1er janvier 2021, pour les personnes physiques soumises à la CPU.

faitaire, avant l'entrée en vigueur des dispositions de la LF pour l'année 2021 ;

- les contribuables qui entament l'exercice de leurs activités professionnelles, à compter du 1er janvier 2020;
- les contribuables soumis antérieurement au régime du résultat net réel ou du résultat net simplifié et dont le chiffre d'affaires est inférieur au nouveau seuil fixé à 2.000.000 DH par la loi de finances pour l'année 2020.

Base de détermination de la CPU

Les contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés selon le régime fiscal de la CPU sont soumis à l'impôt sur le revenu sur la base du chiffre d'affaires réalisé, auquel s'applique un coefficient fixé pour chaque profession conformément au tableau ci-dessous :

A ce titre, il convient de préciser que lorsque le contribuable exerce plusieurs professions ou activités relevant de coefficients différents, le revenu professionnel global est égal au total des revenus déterminés comme précisé ci-dessus pour chacune des professions ou activités.

Modalités de calcul de la CPU

1- Impôt correspondant au revenu professionnel

Pour déterminer la première composante de la CPU relative au revenu professionnel, il est appliqué un taux libératoire de 10% à la base imposable obtenue comme précisé ci-dessus.

2- Droit complémentaire

Le montant de la 1ère composante de la CPU calculé ci-dessus détermine le droit complémentaire correspondant à verser au titre de la CPU conformément à



Champ d'application du régime de la CPU

Sont soumis au régime de la CPU, sous réserve du respect de certaines conditions de fond et de forme précisées ci-dessous :

- Les contribuables personnes physiques dont les revenus professionnels sont déterminés

professionnels étaient déterminés selon le régime du bénéfice for- ment au tableau visé à l'article de la zème composante relative la couverture médicale :

Tranches des droits annuels (en dirhams)	Montant trimestriel des droits complémentaires (en dirhams)	Montant annuel des droits complémentaires (en dirhams)
Moins de 500	300	1200
De 500 à 1000	390	1560
De 1 001 à 2500	570	2280
De 2501 à 5 000	720	2880
De 5001 à 10.000	1050	4200
De 10.001 à 25.000	1500	6000
De 25001 à 50.000	2250	9000
Supérieur à 50 000	3600	14400

Source : MEF

>> A cet effet, la loi de finances n° 65.20 précitée a prévu une mesure transitoire afin de donner aux contribuables la possibilité de se conformer aux nouvelles obligations et d'accomplir les formalités nécessaires pour l'adhésion au régime d'assurance maladie obligatoire de base.

A ce titre, le droit complémentaire de la CPU est versé selon la situation du contribuable en matière d'adhésion audit régime d'assurance, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Ainsi, le versement de la partie de la CPU relative au droit complémentaire est tributaire de l'adhésion à ce régime d'assurance au cours de l'année 2021.

Obligations déclaratives

1- Déclaration d'existence ou de transfert de domicile fiscal

Les contribuables qui sont soumis à l'impôt sur le revenu selon le régime de la CPU doivent

modèle établi par l'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remettre contre récépissé, au service local des impôts du lieu de leur domicile fiscal ou de leur principal établissement au Maroc dans un délai maximum de 30 jours suivant la date du début de leur activité.

Cette déclaration doit comporter certains renseignements notamment, la nature des activités exercées et le numéro d'identification en matière de taxe professionnelle.

Déclaration du chiffre d'affaires

Le contribuable dont le revenu professionnel est déterminé selon le régime de la CPU, est tenu de souscrire une déclaration annuelle au titre du chiffre d'affaires réalisé correspondant à chaque activité ou profession exercée, avec le versement spontané de l'impôt, par procédé

mé- modèle établi par l'administration fiscale, et ce avant le 1er avril de l'année suivant celle au cours de laquelle le chiffre d'affaires a été réalisé.

Cette déclaration doit être souscrite auprès de l'inspecteur des impôts du lieu du domicile fiscal ou du principal établissement du contribuable.

La CPU est désormais fondée sur le principe du régime déclaratif ayant pour corolaire le droit de contrôle dévolu à l'administration fiscale conformément à la législation fiscale en vigueur.

La démarche à suivre pour déclarer et payer la CPU se présente comme suit :

Dans le cadre de la simplification des démarches, la Direction Générale des Impôts «DGI» a pré-rempli sur son système d'information la déclaration de chiffre d'affaires en matière de CPU, conformément aux règles de calcul sus-mentionnées.

Ce taux est tiré du tableau des

de la base imposable du revenu professionnel, soumis au régime de la CPU, annexé au C.G.I.

Pour le dépôt de cette déclaration, le contribuable est invité à suivre les étapes suivantes :

- accéder au site internet de la DGI: «www.tax.gov.ma» au niveau de la rubrique SIMPL-CPU;

- introduire les données d'authentification : Nom et prénom, IF, CNI ;

- renseigner une adresse mail pour recevoir un login et un mot de passe pour adhérer aux services des impôts en ligne de la DGI «SIMPL» ;

- accéder au SIMPL-IR avec le login et le mot de passe précités ;
- consulter la déclaration pré-remplie, choisir le mode de versement trimestriel ou annuel de la CPU et mentionner le cas échéant le numéro et la date d'adhésion au régime d'assurance maladie obligatoire de base ;

- déposer la déclaration et effectuer le télépaiement. Une référence de paiement sera générée immédiatement ;

- verser le montant de la CPU selon le canal de paiement souhaité.

Au cas où la déclaration susvisée n'est pas pré-remplie ou comporte un montant de l'IR professionnel différent des droits de l'année de référence 2020 (IR+TP+TSC), le contribuable peut, prendre attache avec l'inspecteur des impôts dont il relève pour déposer la déclaration et procéder au